

# La voix de l'opposition de gauche

**Le 18 février 2019**

## CAUSERIE ET INFOS

Je n'ai pas eu le temps de traiter le thème des 3 méthodes employées par l'oligarchie (Pentagone-CIA-NED) pour déstabiliser des Etats, évoquées par monsieur Meyssan dans son dernier article sur le Venezuela.

La causerie du jour ne tient pas compte des infos de dimanche, je n'ai pas encore eu le temps de me connecter à Internet, et il est déjà 12h58 ici en Inde.

● [Au format pdf \(pages\)](#)

## PREMIERE PARTIE.

### A quoi bon essayer de donner un visage humain au capitalisme.

Les relations déshumanisées qu'ils veulent nous imposer.

- Un capteur pour informer votre partenaire de votre envie de faire l'amour - BFMTV 14.02

Vous lirez plus loin que le père et la mère n'existent plus non plus, normal puisque l'homme et la femme n'existent plus, ce sont devenus des espèces hybrides, indéfinissable, donc inconnaissable, et qui plus est, sans droits autres que la fortune peut donner.

Ils ont de la suite dans les idées. Cette déconstruction du genre humain et de la science sert leur conception totalitaire de la société. On ne devrait pas s'y intéresser paraît-il. La guerre idéologique que l'oligarchie mène sur tous les fronts ne serait pas politique, elle ne ferait pas partie de la lutte des classes. Quel déni ! C'est peut-être pour cela qu'on en est arrivé là, non ?

### Propagande et fabrication du consentement par les instituts de sondages, mode d'emploi. Ou fake news des médias.

Une fois que le plat mijoté par l'Ifop était prêt, les médias n'avaient plus qu'à le servir :

**- Le mouvement des gilets jaunes "amplifié" par les Russes, pour un quart des Français - Le HuffPost 16 février 2019**

Le procédé est plutôt grossier, mais bon, comme ils osent tout...

Le sondage Ifop : "*Êtes-vous tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas d'accord du tout avec la phrase suivante ?*"

Avant même d'aborder l'objet de ce sondage, ils allaient employer à quatre reprises l'expression "*d'accord*" qui était destinée à s'incruster dans le cerveau du lecteur, de telle sorte que les esprits les plus faibles ou ceux qui n'avaient aucune idée sur la sujet sur lequel on leur demandait de se prononcer, ce qui est le cas 9 fois sur 10, soient influencés ou se disent : Bon, d'accord, pourquoi pas, sinon ils ne poseraient pas cette question, et comme je n'ai aucun a priori, je ne pouvais pas répondre que je n'étais "*pas d'accord du tout*" et je ne pouvais pas répondre non plus que j'étais "*tout à fait d'accord*", restait deux options, "*plutôt d'accord*" ou "*plutôt pas d'accord*", mais comme il n'y a pas de fumée sans feu, j'ai répondu que j'étais plutôt d'accord pour ne pas passer pour un idiot, et le tour était joué !

Le sujet était cette fois : "*Êtes-vous tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas d'accord du tout avec la phrase suivante? 'Grâce aux réseaux sociaux, les Russes ont soutenu et amplifié significativement le mouvement des gilets jaunes'*".

Ah ben comment mon neveu, c'est évident, ils sont partout les ruskofs, on en parle tous les jours à la télé, à la radio, dans les journaux !

- Mais toi, tu en as la preuve ?
- Non, pourquoi ?
- Pour rien.
- C'est tout ce que tu voulais savoir ?
- Oui, ta réponse me suffit. Tu t'es fait manipuler.
- Tu crois ?
- Non, j'en suis sûr !

**Ils sont "contents", tout est "tranquille", "calme"... mais ils sont "soucieux", ils ont quand même "des inquiétudes", des "doutes", non, sans blague ?**

- 43 % - Liberation.fr 14 février 2019

43 % des personnes interrogées déclarent que s'ils avaient à choisir, ils habiteraient dans une ville moyenne alors que 35 % préféreraient la campagne et 22 % la grande ville, selon un baromètre Ipsos sur les différents territoires de vie.

Dans l'ensemble de la population, les critères les plus importants pour faire ce choix de résidence sont la tranquillité et le calme (43%) et le sentiment de sécurité (31%). L'offre de transport arrive en quatrième position à 22%, derrière la proximité de la nature (26%). Vue des ronds-points, cette hiérarchie n'est pas surprenante : les gilets jaunes demandent davantage une baisse du prix de l'essence que la création de lignes de bus.

Les taux de satisfaction sur ces critères sont à l'avenant. 85% des habitants des villes moyennes trouvent leur cité calme et tranquille et 79% s'y sentent en sécurité. De façon plus étonnante, 84% de ceux qui vivent dans une métropole ont ce même sentiment qu'elle est tranquille et calme. Et, encore plus surprenant, 70% des Parisiens et banlieusards.

Cela posé, même si les habitants des villes moyennes ont une bonne image de leur lieu de vie, cela ne les empêche pas de nourrir des inquiétudes : 40% d'entre eux estiment que l'offre de santé et celle de services publics se sont dégradées de même que l'offre d'emploi (38%) ou la vitalité commerciale (39%). La part de ceux qui ne voient ni dégradation ni amélioration dans tous ces domaines est à peu près similaire. Mais les sondeurs ont dû bien gratter pour trouver, parmi ces citoyens des villes moyennes, les 17% d'enquêtés qui trouvent que l'offre de santé a progressé et les 15% qui discernent une amélioration des services publics.

Quand on vit dans l'une de ces localités de taille moyenne, on est content mais soucieux. Leurs habitants pensent – pour 86% d'entre eux – que les centres de ces communes sont en train de mourir. Même chiffre chez ceux du rural qui, en tant qu'usagers occasionnels des services de la ville moyenne la plus proche, savent de quoi ils parlent. Mais 76% des Parisiens et 74% des résidents des métropoles, moins touchés dans leur vie quotidienne par ce qui se passe au cœur des préfectures, partagent aussi cette certitude. «Les villes moyennes concentrent, à l'instar des communes rurales, les doutes en matière d'emploi, de déséquilibres territoriaux, de recul du commerce et des services publics», conclut l'Ipsos. Liberation.fr 14 février 2019

Que la population vive dans des grandes villes, des villes moyennes ou dans des communes rurales, elle n'a aucune liberté, son choix est dictée par des considérations sur lesquels elle n'a aucune emprise, qui s'imposent à elle, qu'ils soient d'ordre pratique, professionnel ou économique, et elle doit en subir les conséquences. Pendant combien de temps ? La question qui tue : Toute la vie ! Voilà qui devrait donner envie de changer de société, non ? A mon avis, cela vaut davantage le coup que de courir après des aménagements à la marge qui fondamentalement ne changent rien, on ne fait que déplacer le problème sans jamais le résoudre, non ?

## **L'art de tout dire et son contraire pour en arriver à des conclusions écrites d'avance**

- Face aux manifs des Gilets jaunes, le ras-le-bol grandit - Le Parisien 14.02

Après trois mois de cortèges et de réunions sur les ronds-points, malgré les quelque 11 milliards d'euros distribués en faveur des petites classes moyennes, et au moment où le grand débat national bat son plein, le mouvement reste populaire. Un sondage Elabe réalisé les 12 et 13 février montre que près de six Français sur dix (58 %) continuent de le soutenir ou d'avoir de la sympathie (contre 63 % le 30 janvier). Pourtant, et c'est probablement un tournant, ce soutien s'effrite et surtout une majorité de Français (56 %, + 11 en un mois) souhaitent même que la mobilisation s'arrête. Le Parisien 14.02

### **Et puis c'est un ordre !**

- Il faut faire retomber la fièvre jaune - Le Parisien 14.02

Du côté des Gilets jaunes, le mouvement n'a pas réussi à se structurer, ni à canaliser des revendications toujours aussi disparates. Le Parisien 14.02

Faux, à travers les Assemblées populaires il a commencé à se structurer, mais sans orientation et objectif politique il est voué à l'échec, c'est ce que j'avais affirmé dès le début. Il faut dire qu'en ayant le mouvement ouvrier contre eux, l'issue était fatale et écrite d'avance. Pourquoi ceux qui prônent l'unité n'ont-ils pas appelé à des Assemblées populaires dans leurs communes ? Pourquoi ne l'ont-ils pas proposé aux autres partis et aux sections syndicales d'entreprise ? En fait, ils ont tout fait pour que ce mouvement populaire pourrisse sur place parce qu'il leur échappait.

### **Gilets Jaunes et "grand débat national".**

#### **Aucune "réconciliation" possible un oeil ou une main en moins !**

- "Gilets jaunes" : "Il faut qu'on se parle", Brigitte Macron appelle à la réconciliation - Franceinfo 15.02

Trop tard, vous avez déjà perdu votre tête !

#### **On ne voit pas comment il pourrait la "retrouver", puisqu'il ne l'a jamais eu !**

Une majorité de Français estime que Macron profite du grand débat pour faire campagne - LeFigaro.fr 14.02

Seuls 18 % des Français pensent que le président de la République parviendra à retrouver la confiance des citoyens.

«La plupart des internautes ne croient pas à une issue positive de ce grand débat. Pour bon nombre d'entre eux, la montagne accouchera d'une souris», observe Véronique Reille Sault, la présidente de Dentsu Consulting, qui analyse les réseaux sociaux. LeFigaro.fr 14.02

On évitera des spéculer sur les conclusions qu'il faut en tirer...

#### **L'animateur de foire à trop en faire...**

- Grand débat: pour 55% des Français, Macron "en fait trop" - L'Express.fr 16.02

#### **Dehors Macron!**

- Les Français débattent, la sortie encore inconnue - AFP 16.02

On croirait entre Mélenchon !

## **C'était juste un exercice de "psychothérapie collective", parce qu'en plus ils nous prennent pour des déséquilibrés mentaux !**

- Que se passera-t-il après le grand débat national ? leparisien.fr - 14 février 2019

De soulagement ? 1,7 million de visiteurs uniques sur le site dédié, 320000 inscrits sur la plateforme, 6000 réunions programmées, 2500 déjà tenues... Mercredi matin, le gouvernement pavoise en communiquant les chiffres de participations au grand débat. « Ils sont contents. Ce n'était pas gagné, glisse le même conseiller. Ils ont franchi une première étape, maintenant ils cogitent sur la deuxième. »

Car il s'agit désormais de lever l'autre raison de douter, de démontrer que cet exercice inédit ne sera pas vain.

« Ça doit déboucher sur quelque chose », assure un ministre.

« Cela ne peut pas juste être de la psychothérapie collective », relève un conseiller ministériel. leparisien.fr 14 février 2019

### **Ils complotent contre tous les peuples.**

#### **Transition écologique : Une mystification foireuse.**

- Timide début de mobilisation des jeunes pour le climat à Paris - AFP 16.02

Plus de 200 jeunes ont manifesté vendredi à Paris contre l'"inaction climatique" du gouvernement, une première mobilisation timide comparée aux milliers d'élèves ayant défilé en Belgique ou au Royaume-Uni.

La secrétaire d'Etat à la Transition écologique Brune Poirson est sortie à la rencontre des jeunes massés devant son ministère. "Derrière ces portes, contrairement peut-être à ce que certains peuvent penser, vous n'avez pas des adversaires mais des alliés", a-t-elle lancé.

Le ministre François de Rugy s'était réjoui de l'annonce de cette mobilisation, souhaitant que les jeunes générations "commencent à convaincre leurs parents". AFP 16.02

Raison de plus pour la dénoncer et ne pas y participer. La lutte de classe doit se concentrer contre le régime pour l'abattre, tous les combats doivent être subordonnés à cet objectif. Pour y avoir renoncé ou l'avoir oublié, certains en sont arrivés à combattre au côté de nos ennemis ou se sont transformés en agents de leur propagande...

#### **Instrumentalisation du racisme pour soutenir l'Etat d'apartheid sioniste.**

- 14 partis politiques lancent un appel contre l'antisémitisme - L'Express.fr 16.02

#### **Il dit ne pas avoir entendu l'insulte de « sale Juif », peu importe, il a entendu « Sale sioniste de merde », ils sont donc antisémites.**

- Alain Finkielkraut violemment insulté : « Ils visaient mes liens et mes positions sur Israël » - Le Parisien 16.02

J'entendais très mal mais il y avait des cris de haine. Les insultes sont violentes : « Sale sioniste de merde », « bâtard », « grosse merde », « nique ta mère »... Le philosophe Alain Finkielkraut, pris à partie ce samedi après-midi par des Gilets jaunes à Paris, raconte avoir été ciblé en raison de ses positions vis-à-vis d'Israël mais dit ne pas avoir entendu l'insulte de « sale Juif. Encore une fois, je n'entendais pas bien les insultes et ça s'est passé très vite. ».

« C'est un groupe de gens politiquement difficilement situables, me semble-t-il un mélange de gens des banlieues, de l'extrême gauche et peut-être aussi des soraliens. Emmanuel Macron m'a appelé pour me

soutenir et me dire son soutien. Les ministres Jean-Michel Blanquer et Christophe Castaner m'ont aussi téléphoné.» Le Parisien 16.02

Au même moment, Israël révélait son engagement militaire au Yémen au côté de l'Arabie saoudite, et confirmait son alliance judéo-sunnite contre les chiïtes ou l'Iran et la Syrie.

A lire : À Varsovie, Israël révèle son engagement militaire au Yémen - Réseau Voltaire 15 février 2019

### **Acte XIV**

LVOG - Je confirme que la veille sur Yahoo.news ne figura qu'un seul article. Même dans le blog de la tendance Claire du NPA il n'y avait aucun article, est-ce à croire qu'on approche de la fin ? De plus les participants des Assemblées populaires ne communiquent pas, c'est à se demander si elles existent vraiment en dehors des jours où elles se réunissent. Elles ont choisi de s'exprimer sur Facebook, sauf que de plus en plus de travailleurs (dont je fais partie) rompent avec ce support créé par la CIA. Alors qu'un blog ou un portail est accessible librement.

Le mouvement populaire du 17 novembre sans perspective politique est tiraillé entre deux tendances opposées.

- Un manifestant le 16 février à Bordeaux : *«Au début, je la condamnais cette violence. Puis quand on se rend compte que le mouvement a obtenu plus en quelques mois que les syndicats en plusieurs dizaines d'années on se rend à l'évidence... Parfois la violence devient nécessaire. En restant sur ses positions, le gouvernement a sa part de responsabilité».*

- Un manifestant le 16 février à Paris : *«Il y a de la fatigue, de la trouille, et les méthodes des forces de l'ordre commencent à payer, constate-t-il. Il faut faire un break, définir une stratégie, et revenir plus fort.»* Libération 16.02

### **- Nouvelle baisse de la mobilisation des "Gilets jaunes" – Reuters 16 février 2019**

Les estimations sur le nombre de Gilets jaunes, qui se sont rassemblés ce samedi pour l'acte 14 des manifestations dans toute la France, vont de 41.500 pour le ministère de l'Intérieur à 230.000 pour le syndicat France Police-Policiers en colère.

Le groupe Facebook baptisé «Le Nombre jaune», qui suit aussi la mobilisation des manifestants, a recensé quant à lui 101.379 manifestants à 18h00, précisant qu'il s'agissait d'une estimation basse. RT 16.02

Dans la capitale, où les Gilets jaunes étaient 5 000 selon la police (contre 4 000 samedi dernier). leparisien.fr 16.02

A bordeaux, les gilets jaunes semblent plus nombreux, environ 3000. libération.fr 16.02

### **A part le rouge, toutes les couleurs sont maudites !**

- Ingrid Levavasseur quitte une liste "Gilets jaunes" - Reuters 14 février 2019

Ingrid Levavasseur, une des figures des "Gilets jaunes", a annoncé mercredi qu'elle quittait la liste "Ralliement d'initiative citoyenne" (RIC) dont elle devait prendre la tête pour les élections européennes du 26 mai sans toutefois renoncer à se présenter.

"Je ne renonce pas aux européennes, mais je repars sur de bonnes bases", a-t-elle déclaré lors de l'émission "La grande explication" (RTL-LCI-Le Figaro). "J'ai des compagnons qui me suivent, on lit juste le nom RIC, on repart sur de bonnes bases".

Cette aide-soignante de profession, âgée de 31 ans, avait auparavant publié sur Twitter un message expliquant qu'elle se désolidarisait "officiellement du ralliement d'initiative citoyenne", un nom inspiré du Référendum d'initiative citoyenne, l'une des revendications majeures des "Gilets jaunes".

Plusieurs candidats annoncés à l'origine sur la liste d'Ingrid Levavasseur ont fait défection et au moins deux autres figures des "Gilets jaunes", Patrick Cribouw et Thierry-Paul Valette, ont annoncé leur intention de monter des listes distinctes.

Deux membres de la liste avaient ensuite annoncé renoncer, le 31 janvier: Brigitte Lapeyronie, brièvement encartée à l'UDI qui avait déploré "que sa candidature aux européennes lui imposait d'abandonner la défense des salariés"; et Marc Doyer, qui disait avoir été la cible de menaces de mort et de "fake news" en raison de son soutien passé à Emmanuel Macron. Reuters et AFP 14 février 2019

### **Etat policier et justice de classe.**

#### **La légitime défense est devenue un crime sous ce régime despotique.**

- Le boxeur "gilet jaune" condamné à un an de prison ferme - Reuters 14.02

Le tribunal correctionnel de Paris a condamné mercredi l'ancien boxeur professionnel Christophe Dettinger à deux ans et demi de prison, dont 18 mois avec sursis et mise à l'épreuve, pour s'en être pris le 5 janvier à deux gendarmes en marge d'une manifestation des "Gilets jaunes" à Paris.

La peine d'un an ferme pourra être aménagée sous le régime de la semi-liberté.

Devenu un "symbole malgré lui", selon les termes d'un avocat des deux gendarmes, Christophe Dettinger a dit à l'audience avoir "honte" d'une "erreur" commise sous le coup de la colère et en réaction notamment au "matraquage" de manifestants par les forces de l'ordre. Reuters 14.02

#### **La voyoucratie en rit...**

- Quand les Balkany rient de leurs démêlés judiciaires - LePoint.fr 14.02

Patrick et Isabelle Balkany ont fait preuve d'une certaine autodérision lors de la « Nuit de la déprime » de l'humoriste Raphaël Mezrahi, rapporte « Le Parisien ». LePoint.fr 14.02

**...il faut dire qu'il y a de quoi.** L'aménagement de peine de Jérôme Cahuzac accepté, appel du parquet - AFP 14.02 Un juge d'Ajaccio a accepté mercredi la demande d'aménagement de peine avec bracelet électronique de Jérôme Cahuzac, condamné à quatre ans de prison dont deux ans avec sursis pour fraude fiscale, a indiqué à l'AFP le procureur d'Ajaccio, qui a déposé un appel suspensif. AFP 14.02

### **En famille. Quand le PS assume son ancrage à l'extrême droite.**

- Européennes: Faure obtient mandat pour entrer en campagne avec Place publique - AFP 14 février 2019

Olivier Faure a obtenu le feu vert du bureau national du PS pour entrer en campagne avec Place publique dès la semaine prochaine, malgré l'hostilité de Stéphane Le Foll et ses proches, a indiqué l'entourage du premier secrétaire mercredi.

Le PS et Place publique, le mouvement lancé par Raphaël Glucksmann, sont engagés depuis plusieurs semaines dans des discussions pour tenter d'agrèger les forces de la gauche anti-mélenchoniste en vue des européennes.

Mais ces discussions patinent, en raison du peu d'allant d'EELV, du PCF ou de Générations. AFP 14 février 2019

## **DEUXIEME PARTIE**

### **Une contribution politique.**

#### **Un ventre plein à la tête vide ne pouvait rien donner de bon. Logique !**

A défaut de s'employer à la remplir, le niveau de conscience général devait glisser progressivement de haut en bas selon les lois de la gravité, de sorte qu'à l'arrivée on ne saurait plus très bien qui du cerveau ou des intestins ressemblerait le plus à l'autre, et pas seulement sur le plan physiologique cette fois.

Quand on évoque les lois générales du mouvement de la matière ou la dialectique, on admet que la transformation ou l'évolution ainsi que le destin de toute chose seront déterminés par les rapports qu'elle entretiendra avec le monde extérieur sur lequel elle exercera à son tour une influence, de telle sorte qu'ils sont liés entre eux par les mêmes lois de la dialectique.

S'agissant de la société humaine, elle sera soumise également à ces lois mais elle les ignorera, du coup elle ne parviendra que très difficilement à admettre ou à prendre conscience que son destin n'était pas écrit d'avance, et qu'il était déterminé uniquement par sa capacité à en prendre conscience ou non, car tel devait être son destin.

Une multitude de facteurs extérieurs déterminent le destin de chaque chose, être ou de la nature, comment ou à quel rythme s'accomplira sa croissance, quel niveau de développement il atteindra, quelle sera sa durée d'existence, dans quelle condition il disparaîtra, quelle contribution il aura apporté à la transformation de la matière ou de la civilisation humaine.

En cela, et apparemment c'est ce qu'on a le plus de mal à saisir, le destin de la société humaine diffère de celui du reste de la matière dans la mesure où l'homme possède la faculté de pouvoir agir sur les facteurs et les rapports qui y président, de manière à l'orienter dans un sens ou dans un autre selon qu'il privilégie ses propres besoins ou ceux de l'ensemble de la collectivité humaine, selon qu'il en a conscience ou non, au-delà qu'il a conscience ou non de la classe sociale à laquelle il appartient ainsi que son rôle historique.

S'agissant de l'exploité ou de l'opprimé, il n'a pas conscience que lorsqu'il se contente de lutter pour satisfaire ses propres besoins ou ses besoins immédiats, on dit aussi ses revendications démocratiques bourgeoises, il ne parviendra jamais à orienter la société dans une direction qui lui permettrait de s'émanciper du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme. Il demeure prisonnier de sa propre ignorance, et par conséquent il ne pourra jamais conquérir sa liberté. Pire, tous les progrès dont il avait bénéficié jusque là seront (en permanence) remis en cause et finalement disparaîtront, et ne comprenant toujours pas pourquoi, il s'acharnera à vouloir les reconquérir et ainsi de suite jusqu'à son épuisement final sans être parvenu à sauver ou à reconquérir quoi que ce soit.

Sa priorité devrait être d'apprendre les lois de la dialectique qui régissent le fonctionnement de la matière, de la pensée, de la nature, de la société et du capitalisme, de manière à pouvoir élever son niveau de conscience général et politique, ce qui lui permettrait de saisir qu'il existe une alternative au capitalisme, et qu'il est le principal instrument pour s'en débarrasser, pour peu qu'il s'organise avec tous ceux qui ont développé le même niveau de conscience politique en vue de le partager avec le plus grand nombre possible d'exploités, car c'est seulement en menant consciemment ce combat ensemble que l'humanité pourra emprunter une orientation conforme aux besoins ou aspirations de l'ensemble de ses membres, hormis ses ennemis qui leur promettaient un avenir cruel ou cauchemardesque et qui devront être éliminés.

L'homme est un prédateur, un animal sauvage, un barbare qui lutte uniquement pour sa survie, il n'a aucune chance de s'en sortir s'il n'acquiert pas une conscience de classe, voyez les capitalistes, les banquiers, ils s'en tirent bien. Eux ils savent comment fonctionne la dialectique, ils savent en tirer parti, bien qu'ils ne soient pas plus intelligents que la moyenne des hommes, bien au contraire, et nous, pauvres couillons que nous sommes, nous manquons singulièrement de logique.

Pourquoi faire une fixation sur la logique ou la dialectique direz-vous ?

J'ai envie de vous répondre que sans elle je serais resté l'abruti fini, l'abominable crétin que j'étais à 19 ans, j'en ai 63 ans. Et la civilisation humaine n'aurait jamais existé, l'homme n'aurait jamais existé, il serait demeuré au stade du primate, s'il n'avait pas saisi les rapports de cause à effet qui existaient dans la nature et qui sont à la base de toute logique. Il a commencé à intégrer dans son cerveau les lois logiques qui existaient à l'état naturel, mais il n'a jamais allé jusqu'au bout. Il n'est pas parvenu à concevoir que c'était l'ensemble du processus historique auquel il participait, qui était régi par les mêmes lois, partant de là il s'interdisait d'en prévoir les développements futurs, il devait sans cesse le subir et découvrir le destin qu'il lui avait réservé à défaut d'en avoir pris conscience pour agir et l'orienter en fonction de ses besoins.

On voit donc quelle implication extraordinaire peut avoir ce manque de logique.

Autrefois c'était justifié du fait que l'homme était uniquement occupé à trouver les moyens d'assurer sa subsistance quotidienne, maintenant également mais dans un tout autre contexte, on y reviendra plus loin, d'autre part son existence demeurait très précaire. Il faudra attendre que les forces productives, les sciences et les techniques aient atteint un haut degré de développement pour qu'ils créent de nouveaux besoins et les satisfassent, ce qui lui permettrait de réduire cet état de précarité qui pesait aussi bien sur son existence quotidienne que sur son destin, de telle sorte qu'une fois libéré de ce pesant fardeau, son esprit serait disponible pour envisager de refondre la société sur la base de nouveaux rapports sociaux à partir de ce processus dialectique.

Seule l'étude de ce processus historique allait lui permettre de découvrir comment la dialectique avait opéré pour permettre à la civilisation humaine de progresser, pour agir sur les facteurs et les rapports qui en avaient déterminé l'orientation, afin qu'elle puisse atteindre un niveau supérieur de développement au lieu d'être condamnée à son autodestruction. Son but n'était plus de créer des moyens pour satisfaire ses nouveaux besoins puisqu'il était atteint, mais pour qu'ils soient satisfaits à l'échelle de l'humanité toute entière, pour que les besoins de l'ensemble des hommes et des peuples soient satisfaits, ce qui n'a jamais été le cas jusqu'à présent. Il revenait aux hommes dont les besoins élémentaires étaient satisfaits, mais non les aspirations à la liberté, de se saisir de la dialectique pour mener ce combat à bien. Ils disposent du temps de cerveau et des conditions matérielles nécessaires pour y arriver, et personne ne le fera à leur place. Dans le cas contraire ou s'ils n'y parvenaient pas, leurs conditions matérielles et d'existence en général régresseraient et la société humaine serait vouée à une dégénérescence sans fin.

Ce que j'ai voulu expliquer ici rapidement, c'est que dorénavant l'évolution ou le destin de la civilisation humaine dépend davantage du facteur subjectif que des facteurs objectifs, qui pour ainsi dire ont rempli leurs fonctions ou ont accompli leur tâche historique, produire plus ou créer de nouveaux besoins ne sert plus à rien, hormis alimenter la machine capitaliste et enrichir davantage les oligarques, accroître leur pouvoir politique. On voit bien que produire toujours plus de richesses ne sert plus à améliorer le sort des hommes ou des peuples, mais bien au contraire à leur pourrir l'existence, il faut donc concentrer notre attention sur le facteur subjectif, enseigner aux masses le matérialisme dialectique pour que leur niveau de conscience progresse, ce qui n'est pas du tout incompatible avec les enseignements du marxisme, car cet enseignement s'inscrit dans un processus pratique, dans un but matériel, objectif.

Si on veut que les masses deviennent un facteur qui influe sur les conditions objectives au-delà de leur participation au procès de production, donc que par leur action elles déterminent l'orientation de la société, il faut absolument que cette action soit consciente et qu'elles puissent en tirer des enseignements pour mener ce processus dialectique jusqu'au bout, donc parvenir à changer de société en se débarrassant du capitalisme et ses institutions.

C'est de cela qu'il faut les convaincre. J'y contribue modestement à mon niveau avec ces causeries, et je regrette que nos dirigeants n'en aient pas pris conscience.

### **Tribune libre**

On propose dans ce portail différents angles et différentes analyses de lecture de la situation, qui correspondent aux différentes expériences ou aux différents niveaux de conscience politique des lecteurs, de manière à ce que chacun puisse s'informer et progresser à son rythme.

Une idée ne nous vient jamais spontanément à l'esprit, cela n'existe pas. Elle a une histoire derrière elle, qu'on en soit ou non conscient. Elle s'est construite au fil du temps et de nos expériences, de nos réflexions.

Elle est généralement le résultat d'un processus complexe, et il en va ainsi pour chacun d'entre nous. L'intérêt de présenter des analyses diverses permet de percevoir comment une idée, une position, une conviction, etc. s'est construite ou forgée, ce qui permet à chacun de l'aborder avec les repères qu'il est parvenu à discerner, ce qui lui permettra de se forger sa propre grille de lecture, qui favorisera la compréhension du sujet abordé.

### **- France – La fin de Macron ? - Gilets Jaunes, le RIC et le Frexit - par Jean-Yves Jézéquel, 12 février 2019**

La répression est en marche, les lois qui nient les libertés citoyennes, qui interdisent à peu près tout à propos de tout, aux peuples des pays de l'UE, en plaçant partout des sens interdits pour obliger les individus et les sociétés entières à ne marcher que dans un seul sens : celui de l'ultra libéralisme qui est la cause du massacre social en Occident depuis 40 ans ; l'autoritarisme, la dictature et la criminalisation des mouvements sociaux, toute pensée dissidente, celle qui n'est pas politiquement correcte, les manifestations ; tout cela opère un amalgame entre maintien de l'ordre et répression, c'est-à-dire maintien coûte que coûte des serviteurs de la prédation financière au pouvoir ! La police est devenue en France une milice fasciste au service d'un Gouvernement inspiré par Vichy. La milice éborgne à cœur joie, elle estropie gaiement ; une parodie de justice condamne en cadence à la prison ferme ; toutes les libertés constitutionnelles se sont réduites à une peau de chagrin. C'est une accélération dictatoriale, certes, mais qui annonce en France la fin d'une domination idéologique du fascisme ultra libéral en politique et en économie et un appel sans précédent à la résistance citoyenne. La révolte est si grande, si profonde, si persistante et si déterminée que les prédateurs au pouvoir persistent dans leur tentative désespérée à vouloir infantiliser les masses en se livrant à un psittacisme directement inspiré par Goebbels, aidés par les médias collabos, accusant et condamnant la Russie, le Kremlin, Poutine (et son alliée la Chine)... (...)

La colère de Jupiter allait atteindre son paroxysme : il n'en pouvait plus de supporter ces « salauds de pauvres » qui ne veulent plus se laisser abuser, qui se révoltent et qui osent encore se plaindre de la répression qui a été ordonnée pour les faire taire, eux qui par-dessus le marché témoignent ouvertement de leur sympathie pour les médias russes !

Malgré l'avalanche des lois liberticides, il n'y en avait pas encore assez : Jupiter faisait donc voter une nouvelle loi au Parlement, grâce à la clique des « béni-oui-oui » du Régime macronien, afin de contrôler tous les médias ainsi que leurs sources pour la protection de la « vérité du mensonge » !

Puis, le Traité d'Aix-La-Chapelle allait être signé en catimini : il était encore impossible de trouver une traduction française du Traité le jour-même de sa signature. Haute trahison d'un Pouvoir qui veut coûte que coûte, avec Bruxelles, l'abolition de la souveraineté nationale. Il est évident que pour lui le peuple n'a plus rien à dire. Ce Traité est entièrement dirigé contre l'idée démocratique, contre l'idée de souveraineté. Il veut une coopération militaire, un réarmement de l'Allemagne pour la préparer à la guerre contre la Russie, car l'Allemagne se considère comme la cible privilégiée de la Russie notamment à cause de la présence massive de l'OTAN et de ses structures de commandement yankee sur son territoire. Ce Traité veut donner toute raison à l'idéologie ultra libérale et à l'autoritarisme de son ordo libéralisme. Bref, tout le contraire de ce que réclament dans la rue, depuis le 17 novembre 2018, les Gilets-jaunes en « insurrection » et les 77% de Français qui les approuvent ! (...)

Les Gilets-jaunes ont bien discerné le jeu qui se joue dans l'ombre autant que celui qui se joue en pleine lumière. Voilà pourquoi ils ont aussi compris que la seule solution d'un aboutissement de leurs revendications passait par le départ de Macron, volontaire ou forcé, afin de restaurer la souveraineté constitutionnelle du peuple par l'adoption du Referendum d'Initiative Citoyenne.

Il est important de faire un discernement sur la question des violences policières qui sont en priorité le fait de la BAC réquisitionnée les samedis et qui n'est pas entraînée à « l'encadrement des manifestations », parce que ce n'est pas sa mission spécifique. Nous savons bien que le Ministère de l'Intérieur n'est pas honnête : il ment sur les chiffres, chaque samedi ; il veut ouvertement dénigrer, ridiculiser, décrédibiliser le mouvement des Gilets-jaunes ; il donne des ordres aux policiers pour un harcèlement provocateur des manifestants dans les rues au lieu d'encadrer et d'accompagner les mobilisations qui sont déclarées. Rappelons également que l'action des Gilets-jaunes se différencie complètement des actes imbéciles de certains casseurs écerclés qui s'en prennent aux CRS ou aux Gardes Mobiles ou encore à des véhicules, payés

par les impôts des contribuables, qui sont là, comme à la tour Eiffel ce samedi 9 février, pour assurer la présence habituelle des militaires du plan anti terroriste...

La stratégie des Gilets-jaunes qui se sont organisés est de maintenir la pression sur le Gouvernement, de samedi en samedi. La mobilisation du XIIIème acte du samedi 9 février, démontre que cette stratégie perdure ; il n'y a pas « d'essoufflement », comme s'acharne à vouloir le faire entendre Mr Castaner et le Ministère de l'Intérieur, mais au contraire la même présence tranquille, déterminée, persévérante et pacifique des Français mobilisés. Rien ne s'arrêtera tant que leurs revendications majeures n'auront pas été entendues. Lorsque les débats dans toute la France seront achevés, le Gouvernement devra concrétiser sa réponse. S'il n'y a pas de réponse, si l'exigence constitutionnelle des citoyens n'est pas entendue, il est clair que les mobilisations reprendront dans toute leur intensité.

L'enjeu actuel des Gilets-jaunes, rappelons-le, c'est le départ de Macron, l'indifférence pour les européennes : il est hors de question de reconnaître une légitimité quelconque à cette liste fantaisiste baptisée « Rassemblement des Gilets-jaunes citoyens » qui demande à l'ex président US Obama, dans un communiqué officiel, de les « conseiller » sur la route à suivre, « lui qui connaît si bien l'état du monde actuel » ! On ne peut pas mieux se moquer des Gilets-jaunes qu'en prenant une telle initiative totalement déplacée et injurieuse aux yeux des vrais Gilets-jaunes qui sont approuvés et appuyés par 77% de la population française n'ayant pas besoin des conseils de monsieur Obama pour savoir où est le chemin de sa souveraineté et de sa responsabilité politique. D'ores et déjà, nous savons que ces soi-disant « Gilets-jaunes » pro américains, allant chercher leur inspiration auprès du chantre de la guerre (Obama prix Nobel de la paix = 7 guerres durant ses deux mandats) sont une supercherie de plus organisée par la macronie rampante dans laquelle il n'est pas étonnant de retrouver le magouilleur Bernard Tapie.

Les Gilets-jaunes veulent la dissolution du Parlement, l'aboutissement de leur « Grand débat national à eux », (pas celui de Macron qui fait sa campagne électorale des européennes) par le tirage au sort des citoyens pour la formation d'une Assemblée Constituante, l'inscription du RIC dans la Constitution, le rétablissement immédiat d'une justice sociale et fiscale élémentaires par des mesures d'urgence, puis le passage aux votes successifs : celui de la reconnaissance de la nouvelle Constitution qui abolira les prérogatives de la Monarchie Républicaine de la 5ème République ; celui des législatives ; celui de la présidentielle revu et corrigé par la nouvelle Constitution ; celui enfin absolument déterminant et nécessaire du Frexit pour une restauration effective de la souveraineté du peuple qui passe également par la souveraineté monétaire. Tout cela n'est plus du tout possible sans le Frexit et sans l'abolition de tous les Traités qui ont été signés par la France sans l'avis ou contre l'avis du peuple souverain. (...)

La France Insoumise citait souvent la phrase de Victor Hugo dans la campagne électorale de 2017 : « rien n'est plus puissant qu'une idée dont le temps est venu ! »

Cette réflexion dit très justement à quel point le sous-sol mental collectif d'une Nation doit être travaillé et retravaillé pour le préparer au passage à l'acte d'une Révolution, d'un changement déterminant. Rien d'important ne peut arriver à l'échelle d'une Nation sans cette préparation souterraine des esprits, silencieuse, discrète, pour une transformation radicale de sa physionomie politique.

Ce qui travaille en profondeur la terre du sous-sol mental collectif d'une nation, c'est d'abord son vécu, sa souffrance, ses galères, son expérience du malheur et de la répression sous toutes ses formes. Puis, des éléments de la Nation viennent ensuite mettre des mots sur les choses pour les identifier clairement. Commence alors le compte à rebours : tout devient plus clair peu à peu, plus évident, plus consensuel, car un travail considérable a ainsi été fait. (...)

Ce détonateur si petit, aux effets si spectaculaires, était fait d'une conjonction de deux éléments : une pratique obsessionnelle compulsive des humiliations par injures et petites phrases de l'arrogance et du mépris Macroniens et la décision inconsidérée qui rendrait insupportable l'injustice fiscale en supprimant l'ISF et en taxant à un niveau inacceptable le prix des carburants !

L'idée était mure, elle était là, prête à éclore et rien ne pouvait être plus puissant que cette éclosion dont l'heure était venue !

La crise financière extrême avait convaincu le roi Louis XVI de réunir les Etats-Généraux en 1789 pour tenter de résoudre le problème qui se posait à la France entière. Les idées de la Déclaration des droits de

l'homme et du citoyen avaient fait leur chemin dans le silence de l'inconscient collectif français. L'heure était venue pour qu'elles s'imposent en illuminant la Nation tout entière qui allait se saisir de faits apparemment insignifiants pour les manifester. Le mépris des nobles et du clergé pour le Tiers-Etat, (« il n'y a rien de nouveau sous le soleil »), la fermeture de la salle de réunion des Etats-Généraux les empêchant de se réunir « illégalement » disait Louis XVI, puis la montée à Versailles d'un cortège de femmes de Paris pour réclamer du pain au roi, seront la conjonction de faits anodins qui constituerait en soi le détonateur de la Grande Révolution Française de 1789.

De même à la fin novembre 2018, devant la Salle du jeu de paume, dans laquelle le Tiers-Etat s'était juré de ne plus se séparer avant d'avoir donné une Constitution à la France, une représentation des Gilets-jaunes renouvelait la même promesse : ils ne cesseraient plus le combat engagé tant que la Constitution française ne serait pas réformée afin de redonner au peuple Français sa souveraineté constitutionnelle.

Conclusion.

Il va de soi que rien de toutes ces exigences ne pourra se faire facilement. On sait ce que la Révolution a entraîné avec elle. Il est quasi certain que le Pouvoir en place ne voulant rien lâcher sera obligé d'en venir à l'assassinat de citoyens descendus dans la rue, comme la Constitution européenne (le Traité de Lisbonne) l'autorise (voir article précédent pour références aux articles concernés du Traité de Lisbonne). Il y a une forte probabilité pour que nous soyons amenés à une guerre civile, comme le Tiers-Etat s'était mobilisé contre la noblesse et le clergé réfractaire. L'affrontement armé qui opposera les révoltés et ceux qui se mettront du côté du système dictatorial de l'UE, sera probablement inévitable. Si un coup d'Etat devenait nécessaire, il serait assurément à l'origine du déclenchement de la guerre civile en France. A l'heure actuelle on voit mal comment les Français pourraient retrouver leur souveraineté sans passer par un renversement du Pouvoir maastrichtien macronien.

Au nom du Traité d'Aix-La-Chapelle, les Allemands pourront intervenir légitimement dans les affaires de souveraineté de la France et des Français : nous avons été trahis et vendus aux prédateurs du monde, car l'allégeance de l'Allemagne à l'Etat profond des USA est bien plus importante que la relation de vassalité actuelle de la France avec l'Empire des pilleurs et flibustiers du monde qui ne pensent que domination pour eux et soumission pour les autres. Comme c'est le cas bien connu pour les USA, le Traité d'Aix-La-Chapelle nous démontre à son tour que l'Allemagne n'a ni allié, ni ami, ni ennemi, elle n'a que des intérêts à protéger et à favoriser quel qu'en soit le prix...

Il n'y a plus d'avenir pour nous les Français, sans la fin de Macron, sans la réforme de la Constitution et sans le Frexit. Jean-Yves Jézéquel

LVOG - Avec entre autres de telles illusions en guise de conclusion, c'est certain ! Et le pire est à venir si vous ne les abandonnez pas très rapidement, voyez ce qui nous attend ci-dessous

**Et si la "gauche militante" arrêta de se la raconter ? par Luniterre.**

Le 10 février 2019

Alors que la mobilisation des GJ stagne, en légère régression, le socle de sympathie du public le plus large ne s'effrite pas, voire même, se consolide plutôt, malgré l'image médiatique assez négative du mouvement que forgent les médias aux ordres.

Un autre paradoxe apparent, dans ce contexte, c'est l'échec relatif de la journée de grève et de manif du 5 Février, qui s'est avérée être une journée lambda de plus du train-train syndical français, dont on avait simplement un peu perdu l'habitude.

Pourtant, avec la convergence affichée par les ténors du mouvement GJ et de la pseudo « extrême-gauche » française, la conjonction des planètes politiques et syndicales française actuelles paraissait devoir faire de cette journée un « tournant historique » digne du 13 Mai 68, ou, plus récemment, du 17 Novembre.

Or il n'en a rien été, et, vue sous cet angle, la journée du 5 Février est carrément un échec absolu, et non pas relatif...

Mais de plus un « échec » que l'on peut considérer comme ayant été quasiment planifié par les promoteurs de la dite journée...

<https://tribunemlreypa.wordpress.com/2019/01/30/martinez-aurait-il-subitement-trouve-la-lumiere-en-reponse-a-j-p-page/>

En ce sens, un « échec » planifié et qui se concrétise sur le terrain cesse effectivement d'être un « échec », et peut être glorifié comme une « réussite » par les bureaucraties syndicales et politiques qui en avaient simplement besoin pour retrouver leur rôle de « pare feu » du système, rôle et système sérieusement affaiblis par le mouvement GJ depuis le 17 Novembre...

Bien évidemment, cette « culture de l'échec », dans le syndicalisme français, peut paraître paradoxale, mais il faut, pour la comprendre, ne pas perdre de vue que la vie sociale et politique des bureaucraties syndicales est aussi un jeu de billard à plusieurs bandes... A travers les subventions patronales et étatiques, en jouant ce rôle de « pare feu » elles font simplement le boulot pour lequel elles sont payées, mais cela n'exclut pas, bien au contraire, une certaine rivalité pour le partage... D'où la surenchère démagogique, qui n'a pas pour but d'obtenir réellement satisfaction des revendications, mais simplement d'élargir un peu la base en vue de prétendre à plus de « représentativité »... « Élargir un peu sa base », cependant, cela ne doit donc pas aller jusqu'à risquer une vague de lutte sociale qui remettrait en cause le système. Ce qui explique donc bien le « retard à l'allumage » de l'intervention cégétiste, par rapport aux débuts du mouvement, il y a bientôt trois mois, et le peu d'empressement à exprimer des revendications cohérentes qui risqueraient de remobiliser les foules du 17 Novembre...

Ce que le 17 Novembre avait mis en mouvement, c'est précisément tout le petit peuple « périphérique » qui ne se reconnaît pas, et pour cause, dans les bureaucraties syndicales.

Une majorité « silencieuse » qui avait soudain trouvé la voie de son expression en bloquant les ronds-points...

Comprendre la différence entre cette base sociale et celle des syndicats, c'est d'autant plus simple, à l'issue de la journée du 5 Février...

A lire les textes CGT, tracts ou articles, le capital se résumerait au CAC 40 en France... Si effectivement le capital financier est la force politique réellement dominante, le tissu économique et social français ne s'y résume pas, et de loin, tant en matière d'emploi que de rémunérations, donc. L

es PME représentent à elles seules près de 50% de l'emploi en France...

Les TPE encore 20% de plus....

Et les 30% restants ???

La fonction publique, stricto sensu, représente 20% de l'emploi en France.

Et il y a encore près de 5% des salariés qui dépendent du secteur public sans être fonctionnaires stricto sensu. (1)

Autrement dit, le salariat des grosses entreprises, celles qui servent directement de base économique et sociale au capital financier, ne représentent au plus que 5 à 6% du total des salariés.

Pour affiner encore cette approche il faudrait encore préciser, dans ces 6%, combien se trouvent directement dans le secteur productif, combien sont payés au SMIC, productifs ou non, etc...

C'est probablement faisable, mais la disproportion des chiffres d'ensemble, par rapport au discours habituel de la gauche, « extrême » ou non, suffit à en comprendre la vacuité totale.

La très grande majorité des prolétaires, smicards et productifs, se trouvent dans les PME et les TPE.

La base économique et sociale des bureaucraties syndicales, y incluant même, à quelques exceptions près, les sections anarcho-sindicalistes, se trouve dans les 30%, secteur public et grosses boîtes, qui ne sont pas majoritairement smicards, ni même concernés par ce niveau de rémunérations.

Dans ces conditions, il est logique que le langage de la CGT reste hermétique au plus grand nombre, qui ne se sent tout simplement pas concerné... ! De l'agit-prop essentiellement ciblée vers sa base « utilitaire », en quelque sorte, de la part de la CGT... Pas de risque de débordement...

Pour ce public, réclamer à la fois le SMIC à 1800 €, une hausse générale des salaires, retraites, minima sociaux, et la suppression des aides publiques aux entreprises, la suppression de la TVA et de toutes les taxes, une réforme de la fiscalité, etc...(2) tout cela ne pose pas de problème de cohérence, c'est seulement le langage auquel il est habitué depuis des décennies et qui l'amène à défiler régulièrement et rituellement dans les rues derrière ses banderoles syndicales, même si en rangs de plus en plus clairsemés, au fil des ans...

S'il est clair que les groupes financiers, industriels et commerciaux qui dominent la vie sociale et politique française se gavent au détriment de l'immense majorité et pourraient manifestement non seulement se passer des « aides publiques » sous quelque forme que ce soit, mais en outre, contribuer socialement réellement à hauteur de leurs superprofits, le cas de la plupart des TPE-PME est pourtant beaucoup plus nuancé.

En réalité, et contrairement à une idée reçue, l'artisan ou le petit entrepreneur qui travaille au quotidien sur les chantiers avec son personnel n'a pas forcément intérêt à le sous-payer. Pour autant, augmenter le SMIC, pour la plupart d'entre eux, ne peut se faire actuellement qu'avec des aides publiques sur les charges, aides qu'ils doivent quémander tout aussi bureaucratiquement que leurs salariés pour la nouvelle « prime Macron ». Néanmoins, comme on l'a déjà vu (3), le principe des aides publiques, complètement injuste et aberrant en pratique, même pour les TPE-PME, doit être tout à fait abandonné.

C'est pourquoi il est donc nécessaire de revendiquer une nouvelle répartition des charges sociales, qui permettra d'augmenter réellement le SMIC sans surcharger les TPE-PME, qui représentent 70% de l'emploi salarié en France.

La répartition des charges et cotisations pourrait donc être réglemantée de façon progressive croissante pour charger davantage les groupes financiers et moins les TPE-PME selon un prorata tenant compte à la fois du chiffre d'affaire et du nombre de salariés. C'est à dire un moyen indirect mais incontournable de taxer socialement le capital, en fait.

<https://www.change.org/p/emmanuel-macron-mettre-fin-au-scandale-%C3%A0-40-milliards-du-cice-et-de-son-substitut-actuel-82eed49b-2055-4be5-a0b0-4dcc8e80e771>

Un ensemble de revendications concernant la répartition est aussi possible à travers une alternative « différenciée » à la CSG, c'est à dire, au moins, excluant cette taxe des salaires, alternative qui devrait donc viser également, et encore plus directement, les superprofits du capital financier.

Autrement dit, ce type de revendication, incluant une réforme de la CSG, qui n'est déjà plus véritablement « généralisée », et devrait donc être encore plus « différenciée », selon les catégories économiques et sociales, pourrait former la base d'un front social populaire et prolétarien véritablement représentatif de la très grande majorité du corps social, contrairement aux syndicats, et construire une alternative réellement démocratique qui balayerait le système actuel comme un fétu de paille, lorsque la base de ce front sera unie sur un programme revendicatif approprié. C'est l'ébauche d'un tel front qui s'était formée, sur le terrain, le 17 Novembre et dans les premières semaines qui ont suivi. Si elle avait voulu être à la hauteur de sa mission sociale originelle, c'est là que la « gauche militante » française, et la CGT en tête, aurait du intervenir, pour clarifier la base possible de cette unité. Arrivé près de la fin de l'année 2018, ce front était déjà en train de se disloquer sous l'effet de l'incohérence « spontanéiste » de ce mouvement.

Au cours des deux premiers Actes 2019, un rebond était encore possible, semble-t-il, si une structuration globale du mouvement et de ses revendications s'était mise en place.

Au lieu de cela, la CGT se contente de ramasser, sur sa base restreinte, quelques morceaux d'un mouvement social amorçant manifestement sa chute. Et de reprendre son train-train habituel qui convient parfaitement au pouvoir, au delà des rododromes verbales de circonstances.

Dire qu'il y a là une stratégie délibérée, ce n'est qu'un simple constat, en réalité ! Et de constater, également, qu'elle est parfaitement complémentaire avec la stratégie du pouvoir.

En promulguant sa prime d'activité qu'il faut individuellement aller quémander auprès de l'administration, Macron a parfaitement analysé la situation, suite au 17 Novembre, et, en tablant sur l'inorganisation du prolétariat smicard des TPE-PME, en le renvoyant à sa démarche habituelle de survie individuelle, il a tout simplement sapé potentiellement la base économique et sociale de l'unité populaire renaissant spontanément, le 17 Novembre, suite à l'aggravation des conditions sociales de la majorité prolétarienne de ce pays. Vu la profondeur et la durabilité de la crise, le courant de sympathie demeure, vis à vis de la protestation sociale, mais la motivation immédiate du passage à l'acte, et notamment, à la grève générale et prolongée, a été à nouveau habilement remplacée par le pouvoir macronien par un retour à la « démerde » individuelle.

La « gauche » bureaucratique cégétiste et autre peut tranquillement « remobiliser » sa base sociale pour regagner le terrain perdu dans le partage des subventions et prébendes patronales et étatique, elle ne risque plus le « débordement » du prolétariat smicard qui eut réveillé le « démon rouge » d'une remise en cause du système.

S'il existait encore, dans ce pays, une gauche réellement prolétarienne, elle devrait (et même, aurait déjà du, en fait), logiquement, adapter sa stratégie et sa tactique à cet état de fait, et réfléchir au moyen de remobiliser le prolétariat des TPE-PME, mais on constate donc qu'une telle gauche prolétarienne n'existe pas en France, à part quelques individus isolés et inorganisés.

Une « force » politiquement inexistante et donc actuellement dans l'incapacité de faire évoluer le rapport de force, qui, lentement mais sûrement, et avec la complicité, objective et de fait, de la gauche actuelle, même « extrême », se reconstitue en faveur du système.

Pourtant, ce que prouvent les bons sondages de popularité du mouvement, c'est qu'Acte après Acte, Samedi après Samedi, la flamme du 17 Novembre est loin d'être tout à fait éteinte. La ranimer et lui redonner même un nouvel éclat, en tenant compte de l'analyse et de l'expérience, tel pourrait être le défi que la gauche militante se fixe à elle même pour être à la hauteur de sa responsabilité sociale et historique.

Luniterre

- 1 Structuration économique et sociale en France :

<https://artisans.chefentreprise.com/thematique/actualites-1063/Breves/TPE-326336.htm>

<https://www.economie.gouv.fr/cedef/chiffres-cles-des-pme>

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/fichier/3152833/ENTFRA17.pdf>

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/2569436?sommaire=2587886>

[https://www.ouest-france.fr/economie/social/fonctionnaires-combien-sont-ils-combien-gagnent-ils-5301485 \)](https://www.ouest-france.fr/economie/social/fonctionnaires-combien-sont-ils-combien-gagnent-ils-5301485)

- 2 Les liens et docs CGT :

<https://www.cgt.fr/actualites/salaires/pour-un-smic-1-800-eu-il-est-urgent-dagir>

[https://www.cgt.fr/sites/default/files/2019-01/20190108\\_Smic1800\\_Tract\\_SR\\_CA.pdf](https://www.cgt.fr/sites/default/files/2019-01/20190108_Smic1800_Tract_SR_CA.pdf)

[https://www.cgt.fr/sites/default/files/2018-09/20180911\\_AugmentationSalaires\\_4pages.pdf](https://www.cgt.fr/sites/default/files/2018-09/20180911_AugmentationSalaires_4pages.pdf)

[https://www.cgt.fr/sites/default/files/2019-01/20180108\\_SalaireBulletin\\_RectoVerso\\_SR\\_CA.pdf \)](https://www.cgt.fr/sites/default/files/2019-01/20180108_SalaireBulletin_RectoVerso_SR_CA.pdf)

- 3 CICE, CSG, charges sociales :

<https://gjles42revendications.wordpress.com/2019/01/15/2019-grand-debat-ou-grand-gaspi/>

<https://frontdeslaics.wordpress.com/2019/01/27/un-scandale-detat-a-40-milliards-que-les-syndicats-refusent-de-denoncer-pourquoi/>

[https://tribunemlreypa.wordpress.com/2019/01/05/unite-cgt-gj-le-baiser-qui-tue/ \)](https://tribunemlreypa.wordpress.com/2019/01/05/unite-cgt-gj-le-baiser-qui-tue/)

SOURCE :

<https://tribunemlreypa.wordpress.com/2019/02/10/et-si-la-gauche-militante-arretait-de-se-la-raconter-synthese-pour-agoravox/>

---

## TROISIEME PARTIE

### Le cauchemar annoncé et programmé, et qui est en train de se réaliser.

LVOG - Retenez la date de cet article, mars 1999, il y a 20 ans, et voyez comme ils ont de la suite dans les idées...

#### **- La surclasse - attali.com 7 mars 1999**

La mode est au défaitisme. Si l'on en croit ce qui court de colloque en revue, l'Europe serait irrévérablement balayée par la mondialisation, où triompheraient politiquement l'Amérique et économiquement l'Asie. C'est ne rien comprendre à ce qui se passe : ce qui est balayé, ce n'est pas l'Europe mais une certaine façon de penser l'ordre social. Les Etats-Unis, pas plus que l'Asie, n'en tireront profit : car, à voir l'évolution américaine d'aujourd'hui, un tout nouveau capitalisme est en train de surgir, qui bouleversera aussi celui des autres pays développés. Un capitalisme global qui modifiera profondément le rôle des Etats et des nations dans le monde.

Un capitalisme entraîné par des forces nouvelles où émergera une élite nouvelle et où se prolétarisera l'ensemble des classes traditionnelles.

Aux Etats-Unis, la classe ouvrière est rapidement dissoute par la concurrence de la technologie du Nord et des salaires du Sud. Le salaire moyen ouvrier baisse depuis vingt ans. En dix ans, la proportion d'emplois précaires a quadruplé, et la probabilité d'être au chômage au moins une fois dans les cinq ans à venir a triplé. Cette précarisation touche peu à peu aussi la classe moyenne : ingénieurs, commerçants, employés, cadres sont menacés par l'entrée de l'informatique dans les services et par la concurrence de leurs homologues du Sud, qu'accélèrent les télécommunications.

Ils portent avec eux le meilleur et le pire de demain, installant une société volatile, insouciant de l'avenir, égoïste et hédoniste, dans le rêve et la violence.

Il n'y aura plus bientôt, à la place du salariat, qu'un vaste prolétariat déclassé. Même les fonctionnaires rejoindront cette cohorte, les déficits publics entraînant la quasi-faillite du budget fédéral. A l'inverse, les rémunérations de certains nouveaux venus n'ont jamais été aussi élevées.

Ces fortunes nouvelles ne sont pas l'apanage de capitalistes traditionnels ni de dirigeants de grands groupes, mais plutôt des détenteurs ou de créateurs de rentes informationnelles, capables de disposer, même pour un temps bref, d'un savoir ou d'un savoir-faire unique.

Dans ce capitalisme global de haute compétition et de faible inflation, il faudra disposer de capitaux liquides, n'avoir ni dettes ni immobilisations et, surtout, disposer d'une rente de situation technologique (un savoir, une compétence, une opportunité d'être un intermédiaire utile à la valorisation ou à la circulation de l'information, une innovation dans le placement de titres, la génétique, le spectacle ou l'art).

Ceux qui seront les maîtres de ces rentes constitueront ce que j'appelle une surclasse parce qu'ils ne se regroupent pas en une classe dont les privilèges sont liés à la propriété des moyens de production et à transmission. Les théories libérales ou marxistes ne s'appliqueront pas à eux : il ne sont ni entrepreneurs-créeurs d'emplois et de richesses collectives ni capitalistes-exploiteurs de la classe ouvrière. Ils ne possèdent pas les entreprises, ni les terres, ni les postes administratifs. Ils sont riches d'un actif nomade, monétaire ou intellectuel et l'utilisent de façon nomade pour eux-mêmes, mobilisant rapidement du capital et des compétences en des ensembles changeants pour des finalités éphémères où l'Etat n'a pas de rôle. Ils ne veulent pas diriger les affaires publiques (la célébrité politique est, pour eux, une malédiction). Ils aiment

créer, jouir, bouger ; ils ne se préoccupent pas de léguer fortune ou pouvoir à leurs enfants : chacun pour soi. Riches de surcroît, ils vivent luxueusement, souvent sans payer ce qu'ils consomment. Ils portent avec eux le meilleur et le pire de demain, installant une société volatile, insouciante de l'avenir, égoïste et hédoniste, dans le rêve et la violence.

Les élites traditionnelles européennes seront, elles aussi, balayées par ces nouveaux venus. Civilisation agricole, l'Europe est en effet beaucoup moins bien placée que l'Amérique pour cette victoire de la mobilité. Elle aura plus de mal à accepter que le pouvoir économique ne soit plus réservé aux propriétaires de sols, des murs, d'usines ou de diplômes. Ses élites, qui cumulent ces propriétés devenues anachroniques, seront peu à peu déclassées.

La France est particulièrement mal préparée à cet avenir. C'est une nation paysanne et étatique (étatique parce que paysanne). Les élites en place feront tout pour barrer le passage à la surclasse. La France se méfiera d'elle, qu'elle confondra au mieux avec des saltimbanques et au pis avec des parasites.

Pourtant, il faut accepter cette mutation, car cette surclasse porte la créativité et le bien-être de demain. Certes, il ne faut pas faire de l'Amérique un modèle à suivre à l'identique. Là-bas, une surclasse triomphante flottera sur les eaux boueuses de la misère, et la réussite de quelques-uns se paiera au prix de la marginalisation du plus grand nombre et de la violence des déclassés.

L'Europe ne doit pas avoir de complexes. Dans la formidable phase de croissance qui commence, et qui durera trente ans, l'Europe a toutes les chances d'être la première puissance du XXI<sup>e</sup> siècle. A condition de permettre à une surclasse européenne de s'exprimer librement et de mettre ses compétences créatives au service du long terme et de la solidarité.

Pour cela, c'est plus qu'un programme politique qu'il faut imaginer, c'est une révolution culturelle : l'acceptation du neuf comme une bonne nouvelle, de la précarité comme une valeur, de l'instabilité comme une urgence et du métissage comme une richesse, la création de ces tribus de nomades sans cesse adaptables, libérant mille énergies et porteuse de solidarités originales.

Il faut pour cela tout changer, et vite, dans le système fiscal, éducatif et social. Il faut une fiscalité favorisant la création plus que la possession de richesses, l'innovation plus que la routine, le travail à haute valeur ajoutée plus que le travail non qualifié. Il est absurde de ne s'intéresser qu'au travail non qualifié en baissant les charges qui pèsent sur lui alors que le chômage le plus dangereux pour l'avenir de nos sociétés est celui des jeunes diplômés, membres potentiels de cette surclasse nécessaire et créateurs futurs d'emplois non qualifiés. Il faut favoriser par tous les moyens les créations de produits, d'idées, d'entreprises pour que naissent des emplois valorisants et que chacun puisse exprimer ses potentialités.

En contrepartie, il faut imposer une justice sociale plus exigeante qui assure à chacun l'égalité des chances d'accéder à cette surclasse. C'est-à-dire cesser de confondre sécurité et immobilisme et donner à chacun au minimum les moyens de manger, d'apprendre et de se loger. Ce minimum, qui va très au-delà du revenu, est la clé du succès de cette mutation en Europe.

Il convient de considérer la formation comme un travail socialement utile en déplaçant l'éducation, trop concentrée dans la jeunesse, vers l'éducation permanente, incitation au renouvellement et à l'invention de demain. Bref, en créant un projet social qui fasse du renouveau une valeur et qui fasse de la solidarité la plus riche des façons de l'exprimer en chaque personne humaine. attali.com 7 mars 1999

C'est la société monstrueuse, totalitaire imaginée par G. Orwell dans 1984, dans laquelle toute notion sociale ou d'humanité a disparu. Et le pire, c'est qu'on ne veut pas admettre qu'ils ont les moyens de nous l'imposer, demandez donc aux Américains ce qu'ils en pensent, eux qui la vivent déjà en partie au quotidien.

### **On retiendra.**

- "C'est plus qu'un programme politique qu'il faut imaginer, c'est une révolution culturelle".
- Liquider "l'éducation, trop concentrée dans la jeunesse, vers l'éducation permanente".

- "La précarité comme une valeur, de l'instabilité comme une urgence et du métissage comme une richesse".
- "Donner à chacun au minimum les moyens de manger, d'apprendre et de se loger".
- "Il faut accepter cette mutation".
- "Il faut pour cela tout changer, et vite".
- Instaurant "une société volatile, insouciante de l'avenir, égoïste et hédoniste, dans le rêve et la violence."
- "Un capitalisme entraîné par des forces nouvelles où émergera une élite nouvelle et où se proléтарisera l'ensemble des classes traditionnelles."
- "Une surclasse triomphante flottera sur les eaux boueuses de la misère, et la réussite de quelques-uns se paiera au prix de la marginalisation du plus grand nombre et de la violence des déclassés."
- "Aux Etats-Unis, la classe ouvrière est rapidement dissoute par la concurrence de la technologie du Nord et des salaires du Sud. Le salaire moyen ouvrier baisse depuis vingt ans. En dix ans, la proportion d'emplois précaires a quadruplé, et la probabilité d'être au chômage au moins une fois dans les cinq ans à venir a triplé. Cette précarisation touche peu à peu aussi la classe moyenne : ingénieurs, commerçants, employés, cadres sont menacés par l'entrée de l'informatique dans les services et par la concurrence de leurs homologues du Sud, qu'accélèrent les télécommunications."

On retrouve là tous les ingrédients qui avaient commencé à prendre forme sous Hollande et qui sont apparus plus clairement depuis que Macron a été élu. Il faut être borné au dernier degré pour refuser ce constat.

Ce qu'il appelle la surclasse, c'est le gang mafieux des oligarques les plus riches qui disposent des milliers de milliards de dollars que les banques centrales fabriquent et leur distribuent, en plus de leur propre fortune dont les capitaux sont déjà engagés, ils peuvent s'en servir pour intervenir quotidiennement sur tous les marchés, dans toutes les économies, ils disposent du pouvoir d'établir la réglementation financière favorable à leurs magouilles qui de fait sont tout à fait légales, ils peuvent vampiriser l'économie mondiale en toute impunité puisqu'ils disposent également du pouvoir politique et judiciaire, militaire même.

Donc contrairement à ce qu'affirme Attali, sa surclasse n'est rien d'autres que les pires voyous et tyrans qui trônent au sommet du capitalisme, ce n'est pas une nouvelle classe, auxquels il faut ajouter l'armada de prête-noms ou de mercenaires, de prédateurs qui agissent sur les marchés pour leurs comptes, et qui de ce fait sont forcément très riches aussi. L'oligarchie financière internationale est le produit du capitalisme à l'époque de l'impérialisme pourrissant tout sur son passage.

Attali en est un des idéologues pratiquant le culte de l'individualité jusqu'au fanatisme. Sa surclasse n'est finalement qu'une sordide mystification idéologique destinée à réduire en esclavage les peuples de la terre entière. Elle a pour pendant la déroute ou la faillite du mouvement ouvrier international.

Le plus effrayant ou terrifiant pour l'avenir, c'est encore l'attitude des dirigeants du mouvement ouvrier, mais pas seulement, de tous les militants qui de nos jours sont parfaitement informés et savent aussi bien que nous à quoi s'en tenir, et qui malgré tout s'accrochent à leurs analyses, théories ou conceptions de la lutte de classe erronées qui nous ont conduits où nous en sommes.

Pendant plus de 70 ans, ils ont consacré tout leur temps à s'en prendre au capitalisme, sans que celui-là en soit affecté le moins du monde, pour lui soutirer des réformes ou des miettes sans jamais vraiment menacer son existence, on pourrait même dire qu'il ne s'est jamais aussi bien porté qu'aujourd'hui puisque 26 oligarques concentrent à eux-seuls autant de richesses que la moitié de l'humanité. Ils lui ont donné de petits coups de griffes qui se sont presque aussitôt cicatrisés sans laisser de trace, alors qu'il aurait dû concentrer leur attention sur le mouvement ouvrier, la classe ouvrière et les classes moyennes. Au lieu de tirer les enseignements des transformations de la société et du capitalisme pour modifier leur conception de la lutte de classe, au lieu de l'adapter en conséquence, ils en restèrent à celle qui prévalait lors de la période précédente et qui devait les conduire à l'impuissance, et qui plus est à se couper complètement des masses,

bref, ils eurent faux sur toute la ligne. Et le pire, c'est qu'ils ne veulent pas en démordre, ils ne veulent rien savoir. Force est de constater qu'ils se foutent des faits qui les contredisent, ils se foutent de la réalité qui leur donne tort. J'en suis arrivé à la conclusion qu'en m'adressant à eux indirectement, j'ai dû surestimer leur niveau théorique ou leur faculté intellectuelle ou leurs véritables intentions.

J'ai la chance d'avoir passé près de 25 ans dans un pays, l'Inde, où la lutte des classes est réduite au minimum syndical qui (les syndicats) en dehors de la fonction publique et les grandes entreprises n'existent pas, autrement dit, plus de 90% des travailleurs indiens n'y participent jamais, pour eux elles se limitent aux élections.

Pourtant, au cours de ces 25 dernières années les salaires et le niveau de vie des Indiens a considérablement progressé, certes, sans obtenir de droits nouveaux, hormis la journée de travail de 8 heures ils n'en possèdent aucun. En revanche, ils ont pratiquement tous l'électricité (les 100 premières unités sont gratuites), de l'eau potable à portée de la main (dans les villages ou raccordée aux habitations), ils possèdent presque tous un téléphone (plusieurs par famille), un deux-roues à moteur, un ou plusieurs ventilateurs, et de plus en plus un réfrigérateur, et comparativement avec la France, il y a moins de mendiants dans les rues, moins de chômeurs aussi, 9 enfants sur 10 sont scolarisés, à l'hôpital public les soins sont gratuits et l'école public aussi, les transports en commun sont bon marché, grâce à l'augmentation des salaires ils cotisent pour leur retraite et d'autres avantages sociaux auprès d'organismes publics, La Poste ou les banques d'Etat, et ils bénéficient tous du carnet de rationnement qui leur permet d'obtenir certaines denrées alimentaires à un prix réduit, dont le riz, les lentilles, l'huile et le sucre, le kérosène aussi, bien de plus en plus utilisent le gaz en bouteille, ils n'habitent plus dans des maisons en feuilles de cocotiers, mais en dur, les trois quart ou plus sont propriétaires de leur habitation, hormis la TVA, l'immense majorité ne paient pas d'impôts, et ils ne sont pas obligés de souscrire à des assurances, même si en principe c'est obligatoire pour un deux-roues à moteur, les comptes bancaires courants sont rémunérés (4%) et ils peuvent déposer leurs économies sur des comptes mieux rémunérés (6,70%)...

Bref, hormis qu'ils travaillent 6j/7 et n'ont pas de congés payés, ils peuvent toujours prendre des congés sans solde, ils n'ont pas grand chose à envier à la condition sociale qui prévaut en France, et cela sans lutte de classes, et en Chine également ou d'autres pays comparables, vous devriez demander à vos dirigeants comment ils expliquent un tel miracle ! Moi je connais la réponse, parce que contrairement à eux je n'ai jamais cru au miracle du réformisme qui leur a servi de boussole tout au long de la seconde moitié du XXe siècle, qu'ils avaient maquillé plus ou moins adroitement en marxisme ou trotskysme, maintenant que ce mirage s'est dissipé et que le vernis de leur mystification s'est fissurée, c'est leur totale impuissance et incurie politique qui s'étalent au grand jour.

Le réformisme a été une aubaine pour le capitalisme à plus d'un titre. Il peut lui en être reconnaissant pour lui avoir sauvé la mise en de nombreuses occasions. Il fut temporairement nécessaire à son développement, puis à l'expansion du marché et des classes moyennes, il alimenta la surexploitation, il couvrit ses entreprises coloniales ou impérialistes, il permit aussi d'écouler des marchandises en réalisant d'extraordinaires plus-values, il contribua à maintenir une importante aristocratie ouvrière, bref, il fut totalement intégré dans le cycle du capital sur le plan économique, et sur le plan politique il fut un allié sans faille du régime.

Aujourd'hui (comme hier), ceux qui courent après des revendications alimentaires et qui espèrent faire reculer Macron colportent des illusions malsaines. Au lieu de contribuer à aider les masses à élever leur niveau de conscience, ils se sont employés à les enchaîner encore plus solidement au capitalisme, alors quand ils en arrivent à les appeler à les briser, personne ne les écoute, normal, elles n'y sont pas du tout préparés, même si leur condition s'est considérablement dégradée, elles demeurent incapables de trouver une issue à la crise du régime ou plutôt de se saisir de celle qu'on leur propose.

J'avais noté aussi ceci dans un blog.

- Bien avant la société liquide dénoncée par Zygmunt Bauman et par le brillant styliste et matheux Gilles Chatelet, Guénon note la menace de la pensée fluide de Bergson (Règne de la Quantité, chapitre XXIII). Il souligne la fascination fin de cycle pour la dissolution de toute chose (nations, sexes, religions, familles...)

- C'est dans les Deux sources, chapitre IV, incroyablement nommé « Mécanique et mystique », où Bergson évoque la société ouverte à venir : « Qu'un génie mystique surgisse ; il entraînera derrière lui une humanité

au corps déjà immensément accru, à l'âme par lui transfigurée. Il voudra faire d'elle une espèce nouvelle, ou plutôt la délivrer de la nécessité d'être une espèce : qui dit espèce dit stationnement collectif, et l'existence complète est dans l'individualité. » (Henri Bergson et les blasphèmes de la société ouverte par Nicolas Bonnal – Février 2019 – Source nicolasbonnal.wordpress.com - Le Saker Francophone)

### **Comment ils mènent leur guerre idéologique.**

- Vers la fin des mots «père» et «mère» dans les formulaires scolaires ? - Liberation.fr 14.02

Examiné dans le cadre du projet de loi sur l'école de la confiance, un amendement adopté mardi soir en première lecture à l'Assemblée nationale suggère d'utiliser les termes «parent 1» et «parent 2» pour refléter la diversité des familles.

En cause : une volonté de ne pas nier l'existence des familles homoparentales, selon la rapporteure, qui observe que certaines municipalités ont procédé à cette modification d'elles-mêmes, mais souhaite contraindre les réfractaires à s'adapter aux évolutions sociétales permises par l'adoption de la loi sur le mariage pour tous en mai 2013.

L'élue a reçu dans l'hémicycle le soutien de Jennifer de Temmerman, elle aussi députée LREM du Nord, pour qui faire modifier les formulaires administratifs utilisés dans les écoles est «une mesure d'égalité sociale». «On a des familles qui se retrouvent face à des cases figées dans des modèles sociaux et familiaux un peu dépassés. Aujourd'hui, personne ne devrait se sentir exclu par des schémas de pensée un peu arriérés», a-t-elle argué. «Vous n' imaginez pas les conséquences lorsque des enfants ne se sentent pas traités comme les autres», a abondé le socialiste Joaquim Pueyo, élu dans l'Orne

En mars dernier, la Ville de Paris avait fait savoir qu'elle modifiait désormais ses formulaires d'état civil pour refléter davantage la diversité des familles, afin de «faire respecter les principes constitutionnels d'égalité et de non-discrimination devant le service public». Liberation.fr 14.02

Vous imaginez, sur disons 50 millions d'adultes en France, vous retirez 15 millions de papis et mamies à la retraite, puis 5 millions de jeunes adultes, il reste 30 millions de père ou mère, et parmi eux il n'existe qu'une poignée de familles homosexuelles ayant adopté des enfant, combien, 5, 10 tout au plus, et ils font une loi qui annihile l'existence de 30 millions de pères ou mères, après cela qu'on vienne nous dire que leur intention n'est pas de détruire la civilisation humaine. Non mais vous imaginez, un gosse qui n'a pas de père ou de mère n'est plus orphelin, lui non plus il n'est plus rien, un numéro 1 ou 2.

Vous croyez que la pseudo-gauche et extrême gauche va s'emparer de cette question, pensez-vous, ils vont l'approuver, moi je la condamne.

### **L'extrême droite est le meilleur allié de l'extrême-centre**

- Quand l'ultradroite tente d'infiltrer les "gilets jaunes" - Franceinfo

- "Je suis conscient de l'infiltration de l'ultradroite et je le condamne", déclare le "gilet jaune" Benjamin Belaïdi - Franceinfo

- Pourquoi ces gilets jaunes s'affrontent au cœur des cortèges - Le Huffington Post 8 février 2019

- Gilets jaunes: Affrontement entre groupes d'extrême droite et d'extrême gauche à Lyon - Le HuffPost 8 février 2019

- Des gilets jaunes sont-ils venus en manif «pour tuer avec des fusils» ? - Liberation.fr 9 février 2019

«Enlever le LBD aux forces de l'ordre alors que certains viennent pour tuer avec des fusils... Drôle de responsabilité.» Cette confidence d'Emmanuel Macron faite le 31 janvier à des journalistes a de quoi surprendre.

- Aucun (policier - ndlr) n'a fait état d'armes à feu dans les cortèges. Liberation.fr 8 février 2019

Macron, il y a des balles qui se perdent!

- "Gilets jaunes" : le Rassemblement national en embuscade - Franceinfo 16.02

### **Leur vieux monde toujours en guerre.**

- Guerre commerciale Chine-Etats-Unis: reprise des pourparlers à Pékin - AFP

- Le principal opposant du Cameroun inculpé de "rébellion" et "insurrection" - AFP

- En Syrie, les jihadistes défendent leur dernier réduit, les civils fuient - AFP

- Trois Syriens arrêtés en Allemagne et en France pour crimes contre l'humanité - Reuters

- Vingt-sept morts dans un attentat contre l'armée d'élite du régime en Iran - AFP

- Philippines : Maria Ressa, victime du nouveau coup de force du pouvoir - Liberation.fr

- USA: une ex-agente américaine inculpée après avoir fait défection en Iran - AFP

- Donald Trump annonce décréter "l'urgence nationale" pour le mur - Le HuffPost 16.02

- Brexit: Nouvelle passe d'armes jeudi au Parlement britannique - Reuters

- L'Australie rouvre le camp de migrants controversé de l'île Christmas - LeFigaro.fr

- Blanchiment: Bruxelles ajoute l'Arabie saoudite à sa liste noire - LeFigaro.fr

- La Pologne, cheval de Troie de l'Amérique - L'Express.fr

- Une fusillade près de Chicago fait au moins 5 morts - Le HuffPost 16.02

- L'Iran accuse le Pakistan de soutien à un groupe derrière un attentat meurtrier - AFP 16.02

- Albanie: manifestation tendue contre le Premier ministre - AFP

---

## **INFOS EN BREF**

### **POLITIQUE**

#### **Venezuela**

- **"Nicolas Maduro : "Ils voulaient me renverser, ils ont échoué" - euronews 13 février 2019**

"Ils voulaient un coup d'État militaire. Mais ils ont échoué. Ils jouaient cette carte. Mais c'est fini". Dans cette déclaration, Nicolas Maduro, le président du Venezuela accuse Juan Guaido, le président auto-proclamé du pays. Mais faute du soutien de l'armée dit-il, il n'a pas réussi son objectif : chasser le président du pouvoir. Pour autant, il se dit prêt à parler avec ses adversaires, nous l'avons rencontré à Caracas.

" J'ai appelé au moins 400 fois l'opposition au dialogue. L'opposition va au-delà de ce prétendu président par intérim. Il est circonstanciel. Je suis disponible, prêt à engager le dialogue avec l'opposition dans son intégralité ou en partie. N'importe quand et n'importe où. La seule chose qui peut aider le Venezuela est, je crois, un dialogue franc, qui peut apporter la prospérité au pays."

" Si je ne comprenais pas la situation dans mon pays, je ne serais pas président, je n'aurais pas été élu et réélu explique Nicolas Maduro . Je comprends parce que je viens du peuple. Vous devez savoir, Anelise, que je n'ai pas étudié à Harvard ni dans une autre école américaine. Je n'ai pas un nom de famille connu, ni du sang noble. Je suis un ouvrier. Et je passe toutes mes journées près des gens. Je sais exactement ce qui se passe ."

Pour le président Maduro, le Venezuela n'a pas besoin de l'aide étrangère. " Si vous voulez aider le Venezuela a-t-il dit, libérez nos comptes, rendez-nous l'or que vous avez volé, nous avons les moyens de nous aider nous-mêmes ." euronews 13 février 2019

#### **- Guaido répondra de ses actes devant la justice, prévient Maduro - Reuters 14 février 2019**

Le chef de file de l'opposition vénézuélienne Juan Guaido devra répondre "tôt ou tard" devant la justice pour avoir enfreint la Constitution en se proclamant président par intérim, a déclaré mercredi le chef d'Etat en exercice, Nicolas Maduro.

Interrogé par la chaîne de télévision libanaise Al Mayadeen, Nicolas Maduro a estimé que son adversaire s'efforçait de diviser le pays et de convaincre la présidence américaine d'intervenir militairement.

"Si l'empire américain se risque à toucher à ne serait-ce qu'un palmier de notre territoire, l'entreprise se transformera en Vietnam", a-t-il dit.

"Cet individu, qui pense que la politique est un jeu et qu'il peut violer la Constitution et la loi, tôt ou tard, devra en répondre devant les tribunaux", a ajouté Nicolas Maduro, se disant tout à fait certain de cette issue.

La Cour suprême du Venezuela a déjà interdit à Juan Guaido de quitter le territoire et a gelé un de ses comptes bancaires. Reuters 14 février 2019

#### **- Des Forces spéciales US arrivent dans les Caraïbes - Réseau Voltaire 15 février 2019**

Selon le ministre cubain des Affaires étrangères, Bruno Rodríguez Parrilla, des Forces spéciales des États-Unis sont arrivées entre le 9 et le 13 février à Puerto Rico et sur la base de San Isidro en République dominicaine. D'autres mouvements de troupes auraient eu lieu dans d'autres îles des Caraïbes sans que les gouvernements locaux en soient informés.

Cuba s'interroge sur une possible agression états-unienne du Venezuela sous couvert d'intervention humanitaire. Réseau Voltaire 15 février 2019

### **Moyen-Orient**

#### **- À Varsovie, Israël révèle son engagement militaire au Yémen - Réseau Voltaire 15 février 2019**

La Conférence ministérielle de Varsovie sur la Paix et la sécurité au Moyen-Orient n'a accouché que d'une chose importante et pas celle qui avait été prévue : Israël s'y est affiché avec des États arabes, discutant avec eux alors qu'ils n'entretiennent pas de relations diplomatiques officielles.

Le premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu a profité du vote de la Chambre des représentants US contre la guerre du Yémen pour révéler son engagement militaire dans ce pays.

En réalité, cette guerre a commencé dès le premier jour avec des troupes saoudiennes, émiraties et israéliennes. Les trois États avaient installé un état-major commun au Somaliland, un pays non-reconnu mais contrôlé par Tel-Aviv.

Cette guerre avait fait l'objet de plusieurs années de négociations entre Israël et l'Arabie saoudite. Elle avait pour objectif d'exploiter les réserves pétrolières du « quart vide », cette zone à cheval sur l'Arabie et le Yémen. Elle devait se prolonger par un projet commun dans la corne de l'Afrique.

Pour Israël, la révélation de son engagement au Yémen est un pas de plus après celui de ses interventions incessantes en Syrie. Il s'agit de s'affirmer comme un État agissant contre les intérêts iraniens. C'est en réalité une réécriture de l'Histoire puisque avant les interventions israéliennes, il n'y avait pas d'Iraniens, ni en Syrie, ni au Yémen.

Pour les États-Unis, cette révélation est un pas de plus dans la constitution de l'alliance judéo-sunnite contre les chiites, annoncée par le secrétaire d'État, Mike Pompeo.

Une soixantaine de délégations étrangères a assisté à ce show sans réagir. La presse occidentale a passé cette conférence sous silence.

À Varsovie, Israël révèle son engagement militaire au Yémen Réseau Voltaire 15 février 2019

## **Haïti**

- Haïti: des manifestants brûlent un drapeau américain - AFP 16.02

Un groupe de manifestants a brûlé un drapeau américain vendredi après-midi au coeur de la capitale haïtienne Port-au-Prince, appelant à une aide de la Russie pour résoudre la crise qui paralyse le pays depuis plus d'une semaine.

"On veut dire qu'on divorce complètement des Américains: on a pris trop d'occupation aux mains des Etats-Unis, on n'en peut plus", a expliqué Bronson, un manifestant du petit groupe ayant incendié le drapeau.

Selon les quelque 200 participants au rassemblement, l'ancien président haïtien Michel Martelly et son poulain, l'actuel chef de l'Etat Jovenel Moïse, ont été placés au pouvoir par les Etats-Unis.

Washington a annoncé jeudi soir le rappel de ses diplomates non essentiels et de leurs familles basés en Haïti et a exhorté les Américains à ne pas s'y rendre. Le département d'Etat avait déjà ordonné mardi à tous les enfants du personnel diplomatique de l'ambassade de quitter le territoire.

Après avoir brûlé le drapeau, des jeunes hommes ont scandé "A bas les Américains, Vive Poutine", a constaté une journaliste de l'AFP.

"On demande à la Russie, au Venezuela, à la grande Chine d'avoir un oeil sur la misère que l'on vit ici", a ajouté Bronson. AFP 16.02

## **Espagne**

- 200.000 manifestants à Barcelone contre le procès des indépendantistes (police) - AFP 16.02

Deux cent mille personnes, selon la police, ont manifesté samedi à Barcelone contre le procès de douze dirigeants indépendantistes pour la tentative de sécession de la Catalogne en octobre 2017. AFP 16.02

## **Inde**

- Cachemire indien: 37 paramilitaires indiens tués dans un attentat - AFP 14.02

Au moins 37 membres des forces indiennes au Cachemire indien ont été tués jeudi dans un attentat contre un convoi près de Srinagar, le plus meurtrier depuis 2002, a annoncé la police. AFP 14.02